

Réforme des retraites : et maintenant ?

« Après les retraites, Macron espère sortir de la crise sociale et politique », titre **Le Figaro** alors que le chef de l'Etat, qui doit s'adresser aux Français ce soir, va tenter de redonner un cap à l'action de son gouvernement. « Il dira où il souhaite nous emmener et avec quel agenda de réformes pour le gouvernement », prévient son entourage. Il prévoit ensuite une série de déplacements dans l'Hexagone car Emmanuel Macron le sait : les dirigeants de la gauche comme les responsables syndicaux veulent tout faire pour les empêcher de passer à autre chose. **Difficile de renouer le dialogue social, admet-on dans le camp présidentiel.** « La nouvelle phase ne commencera qu'au lendemain du 1er mai », admet Loïc Signor, « après quoi on pourra se remettre autour de la table avec les réformistes ». **La période d'incertitude pourrait se prolonger jusqu'au 3 mai, date de la décision du Conseil constitutionnel sur la deuxième demande de RIP.** (Le Figaro, p.2)

« Les syndicats donnent rendez-vous le 1er mai », titre Les Echos qui décrit des centrales espérant maintenir la pression malgré la promulgation express de la loi vécue comme une nouvelle provocation d'Emmanuel Macron. Ils excluent pour l'instant de le rencontrer. **Le rendez-vous du 1er mai sera historique puisque pour la première fois, tous les syndicats français appellent ensemble à se mobiliser le jour de la fête des travailleurs.** D'ici là, le climat social va continuer à bouillonner après les manifestations spontanées qui se sont déroulées ces derniers jours. L'entourage d'Emmanuel Macron a contacté les syndicats un à un vendredi juste avant la décision des Sages pour tenter d'organiser un rendez-vous, qui symboliquement tournerait la page de la réforme en marquant le début d'un nouveau cycle. Ce qui les a rendus furieux. « **L'Elysée instrumentalise les gens, on n'en peut plus d'être considérés comme des pions au service d'une séquence politique** », explique un numéro un. La colère des organisations de salariés a été encore attisée par la publication de la loi au « Journal officiel » dans la nuit de vendredi à samedi. Elles savent non seulement que, pour l'heure, le conflit améliore leur image auprès des salariés, mais qu'elles continuent de disposer d'un réel pouvoir de nuisance pour l'exécutif alors que la sortie de la crise des retraites s'annonce difficile pour Emmanuel Macron. Ils n'ont pas l'intention de se priver de l'utiliser pour au moins deux raisons. La première est que, comme l'explique François Hommeril, le président de la CFE-CGC, « nos troupes ne s'essouffent pas, il y a au contraire une forte demande de poursuite de l'action ». La seconde est la force du soutien de l'opinion au mouvement social. (Les Echos, p.2)